



Direction Générale

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DES ENTREPRISES EN 2006

Les entreprises camerounaises ont évolué en 2006 dans un contexte macroéconomique marqué par une embellie de la croissance économique. En effet, le taux de croissance réelle du PIB a progressé de près d'un point de plus en se situant à 3,2% contre 2,3% en 2005. Le secteur secondaire n'a enregistré qu'un taux de croissance de 1,8%, mais, le relatif bon comportement du secteur primaire et du secteur tertiaire avec des taux de croissance respectifs de 3% et de 3,5% a tiré la croissance vers le haut,

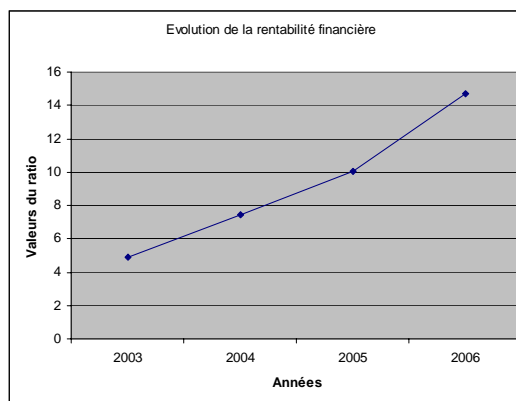
En dépit du relèvement du taux de rentabilité financière de 10% en 2005 à 14,7% en 2006, les résultats nets d'un grand nombre d'entreprises sont médiocres en raison des équipements insuffisants et obsolètes ; les entreprises sont très endettées et les dettes à cours terme représentent 74% de l'endettement global en 2006. Les bilans des entreprises sont déséquilibrés et se caractérisent par la faiblesse des immobilisations physiques et financières à l'actif et l'insuffisance des ressources stables au passif.

Comportement économique et financier des entreprises

Une évolution de la rentabilité globalement satisfaisante, tirée par les activités d'extraction et raffinage d'hydrocarbures, les télécommunications.

La rentabilité financière d'une entreprise, mesurée par le rapport entre le résultat net et les fonds propres, est l'un des indicateurs qui permet la mesure de la capacité de survie. En 2006, elle s'est située à 14,7% contre 10% en 2005. Pour certaines entreprises, cette hausse est expliquée par le renforcement du résultat net, pour d'autres malheureusement par la baisse des

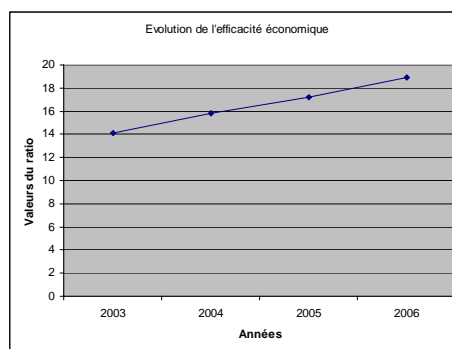
fonds propres. Dans l'ensemble, les entreprises qui ont dégagé des taux de rentabilité élevés se retrouvent dans les industries alimentaires (18,9%), la production du caoutchouc et articles en caoutchouc (18,4%), les industries d'extraction d'hydrocarbures et des produits énergétiques (82,4%), les télécommunications (23,4%). À contrario, l'immobilisation d'importantes ressources improductives auprès de la BEAC ne permet pas aux banques et assurances d'afficher de taux de rentabilité financière élevés: 11,8% en 2003, 5,7% en 2004, 3,3% en 2005 et 9,5% en 2006.



L'efficacité économique en nette amélioration, malgré la diminution des immobilisations.

De point de vue de l'efficacité économique apparente qui s'apprécie à travers le rapport entre la valeur ajoutée (VA) et les immobilisations brutes (IB), les entreprises se sont mieux comportées en 2006 par rapport

à 2005. Cet indicateur est respectivement passé de 15,8% en 2004, 17,2% en 2005 et à 18,9% en 2006. Cette évolution satisfaisante du ratio s'explique non seulement par l'augmentation de la valeur ajoutée, mais malheureusement aussi par la diminution des immobilisations physiques et financières.



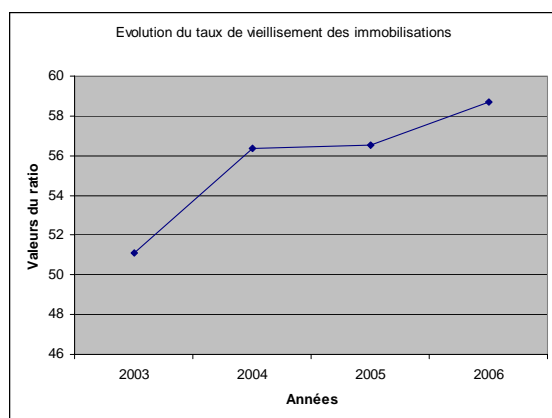
Un effort d'investissement qui reste insuffisant

De même, l'intensité capitaliste mesurée par le rapport entre les immobilisations nettes (IN) et l'effectif du personnel employé, s'est dégradée. Dans un contexte de stabilité des effectifs, cette situation traduit le relâchement de l'effort d'investissement.

Un équipement productif vieillissant en raison du comportement attentiste des investisseurs

Le souci de rajeunir leur capacité productive a poussé les entreprises à investir depuis 2001 dans le

rajeunissement du parc des équipements productifs. A partir de 2004, on assiste à un essoufflement ; puisque le taux de vieillissement s'est situé respectivement à 56,5% et 58,7% en 2005 et 2006. Cette situation semble traduire un comportement attentiste des investisseurs, au regard de l'investissement public qui tarde à décoller véritablement.



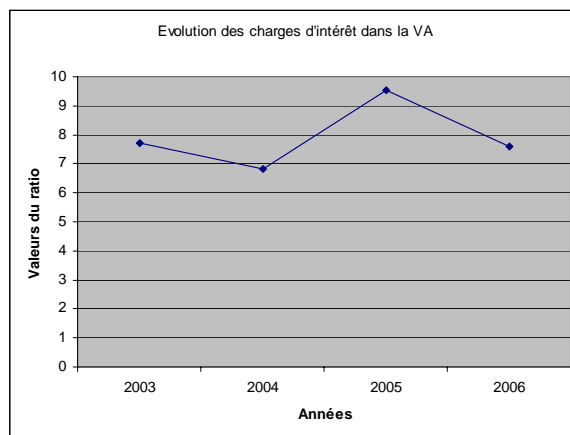
Des entreprises de plus en plus endettées, avec des coefficients d'endettement qui ne cessent d'augmenter.

Par ailleurs, **les entreprises sont toujours très endettées**. La structure de l'endettement est de plus en plus déséquilibrée depuis plusieurs années. Les dettes à court terme représentent 73,9% en 2006. Le coefficient d'endettement est passé à 3,4 en 2006 contre 3,1 en 2005, ce qui indique un délai de près de 3,5 ans pour rembourser les dettes contre 3 ans. Cette situation dénote le degré de

dépendance vis-à-vis des banques, des fournisseurs et des clients; mais également la fragilité des entreprises par rapport à leur capacité à maîtriser la charge de leur dette.

Stabilité ou baisse des charges d'intérêt liée à l'amélioration de la valeur ajoutée

Cependant, **le poids des charges d'intérêts** a diminué, en raison de l'amélioration de la valeur ajoutée. C'est ainsi que la part de la valeur ajoutée allouée au paiement des intérêts est passée de 10% en 2005 à 7,6% en 2006. Malgré cette situation encourageante, le degré de maîtrise de la contrainte de solvabilité à travers la réduction des frais financiers ne permet pas encore aux entreprises de minimiser les risques de défaillance en réduisant de manière significative le coût du crédit et en maîtrisant davantage les contraintes de solvabilité.



La plupart des entreprises ont des bilans déséquilibrés

L'actif du bilan de la plupart des entreprises est caractérisé par la faiblesse des immobilisations non financières et financières, conséquence l'insuffisance des investissements productifs

La structure de l'actif du bilan de l'ensemble des entreprises se présente de la manière suivante en 2006: 31,8% pour les «Immobilisations non financières»; 5,3% pour les «Immobilisations financières»; 45% pour l'«Actif circulant» et 17,9% pour la «Trésorerie – Actif». Cette structure se démarque clairement de celle de 2005. Les «Immobilisations non financières» ont enregistré un plongeon: 31,8% en 2006 contre 37,2% en 2005 et 39,8% en 2004. Les «Immobilisations financières » composées essentiellement des titres de participation dans d'autres sociétés, des prêts et créances à plus d'un an à d'autres sociétés, des dépôts et cautionnements versés, se sont inscrites également en baisse, passant de 6,2%% du total du bilan en 2005 à 5,3% en 2006. Le poids de l'«Actif circulant» a augmenté dans le bilan (45% en 2006 contre 42,9% en 2005). De même, la «Trésorerie – Actif» a évolué en hausse avec une contribution au bilan de 17,9% en 2006 contre 13,5% en 2005. On remarque

ainsi que le poids des valeurs d'exploitation (Actif circulant) continue à s'accroître dans le bilan des entreprises camerounaises, traduisant ainsi leur penchant à constituer des stocks importants. Ce comportement est d'autant plus incompréhensible que la détention des stocks excessifs génère des coûts de gestion importants

Un poids de plus en plus faible des immobilisations financières dans l'actif des bilans.

La chute du poids des «Immobilisations financières» dans l'actif des bilans indique une faible diversification des relations financières entre les entreprises. En effet, les établissements de crédit, les autres grandes entreprises et les groupes ont pris peu de titres de participation dans les sociétés nouvelles ou les entreprises en difficulté. Les banques et les assurances n'ont pas été actives dans les investissements indirects en 2006 ; puisque les «immobilisations financières» ont représenté respectivement 8,8% et 15,6% de l'actif de leur bilan en 2006 et 2005. Malgré le niveau atteint en 2005, l'évolution tendancielle ne montre guère une amélioration puisque ces taux étaient de 17,9% en 2000/2001,

11,2% en 2003, crédit et les compagnies 11,5% en 2004 et seulement 8,8% en 2006. Cela signifie que les établissements de d'assurance sont de moins en moins disposés à prendre des participations dans le capital d'autres entreprises.

Les autres branches qui prennent davantage les titres de participation dans d'autres entreprises sont l'«Extraction d'hydrocarbures et de produits énergétiques», l'«Industrie de boissons», la «Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels NCA», la «Construction», les «Postes et télécommunications».

La structure du passif des bilans est caractérisée par le poids très élevé des dettes à court terme et la faiblesse des ressources stables.

La structure du passif du bilan se caractérise en 2006 par le poids toujours très élevé des dettes à court terme 57%, une contribution relativement faible des «Ressources stables» constituées des capitaux propres et des dettes financières 42,9%, l'existence de plusieurs branches à capitaux propres négatifs, la faiblesse des fonds de roulement (12,2% de l'actif circulant). Cette situation d'ensemble traduit la persistance des difficultés que les entreprises rencontrent pour obtenir

les ressources longues pour accroître leurs stocks de capital productif.

Conclusions et recommandations

...les efforts de renouvellement des équipements se sont estompés depuis 2004.

En définitive, la performance économique et financière des entreprises est contrastée en 2006. Même si les résultats nets sont globalement satisfaisants.

Les efforts de renouvellement des équipements productifs depuis le début des années 2000 se sont estompés à partir de 2004.

...la reconstitution de l'outil de production et le renforcement des fonds propres sont une grande priorité

C'est pourquoi :

1°) la reconstitution de l'outil de production des entreprises doit requérir toute l'attention nécessaire

2°) Le renforcement des fonds propres particulièrement pour les entreprises présentant des capitaux propres

négatifs, doit constituer une priorité pour celles-ci et pour les pouvoirs publics; car ce renforcement est une condition nécessaire pour un développement équilibré. En effet, Les fonds propres des entreprises sont insuffisants et plusieurs branches d'activités dégagent des capitaux propres négatifs.

...les pouvoirs publics devront poursuivre la modernisation de la politique fiscalo-douanière

3°) Une politique fiscalo-douanière et budgétaire volontariste doit se traduire par la mise en place des mesures visant d'une part à modifier la structure des ressources au bénéfice du financement propre des entreprises, et d'autre part, à rendre plus efficace les capitaux investis

En plus des mesures déjà prises telles que la suppression de la taxe spéciale sur les sociétés (TSS) et l'assouplissement du régime d'imposition des plus-values, d'autres mesures telles que l'institution d'un régime légal de réévaluation des immobilisations pourraient permettre l'accroissement des dotations aux amortissements et des plus-values de réévaluation exonérées d'impôt. La décision envisagée par l'administration fiscale de procéder à la réévaluation légale des immobilisations pour 2010 est dans ce contexte bienvenue.

...et par ailleurs adapter une politique d'emploi beaucoup plus souple.

4°) Une politique d'emploi adaptée devra se traduire par une plus grande souplesse dans recrutement et le licenciement du personnel.

...la bonne gouvernance doit demeurer une constante préoccupation.

5°) Les pouvoirs publics devraient renforcer la transparence et la gouvernance dans les affaires, poursuivre la simplification de la politique fiscalo-douanière, l'amélioration de l'efficacité des administrations fiscale et douanière.

...ainsi que l'amélioration de la compétitivité des entreprises nationales.

6°) L'amélioration de la compétitivité et des performances des entreprises manufacturières passe par leur approvisionnement régulier en énergie électrique. Il est à noter que la mise en place des autres infrastructures économiques de base doit se poursuivre activement, en particulier celles nécessaires au déploiement des télécommunications et des TIC.

...enfin le renforcement de l'Etat de droit et la sécurité financière.

7°) Le paysage financier devrait être réexaminé dans le but de mieux sécuriser les dépôts des épargnants et

de stimuler la distribution des crédits de moyen et long terme à l'économie. Par ailleurs, les pouvoirs publics doivent assurer la sécurité des capitaux, renforcer l'Etat de droit et améliorer la gouvernance.,